



Les AFPS de Thionville et Metz, le CPJPO de
Luxembourg, le collectif BDS de Metz



Vous invitent à une conférence-débat :

« Les relations militaires et sécuritaires entre la France et Israël »

**Le mardi 28 février 2017 à 20h, salle du Beffroi,
30 place du marché à Thionville**

Avec Patrice Bouveret, directeur de l'observatoire des armements à Lyon

La colonisation israélienne dans les territoires palestiniens occupés (Cisjordanie, Jérusalem-Est, ainsi que le Golan syrien) vient une nouvelle fois d'être condamnée par le conseil de sécurité de l'ONU le 23 décembre dernier.

Il y a actuellement 600 000 colons qui sont installés dans les colonies (il y en avait 5 000 en 1977).

Ces colonies que le gouvernement israélien veut annexer (il a fait passer une loi dans ce sens au parlement) rendent de plus en plus improbable la création d'un état palestinien sur les 22% qui restent du territoire de la Palestine d'avant 1947 et la création de l'état d'Israël.

L'armée israélienne joue un rôle majeur dans ce processus de colonisation et dans la répression de la résistance palestinienne (y compris dans son expression non-violente).

Elle assure aussi le blocus, illégal et immoral, de Gaza, condamnant la population à vivre dans la peur et dans la misère : 80% des Gazaouis reçoivent une aide humanitaire, plus de 5 000 d'entre eux sont morts et des milliers d'autres ont été blessés (70% de civils) dans les attaques menées par Israël contre le petit territoire depuis 2008.

L'armée israélienne est responsable d'innombrables violations des droits de l'homme et du droit international, condamnées par l'ONU mais jamais sanctionnées jusqu'ici.

Son rôle central dans la société israélienne contribue à la militarisation de celle-ci, au maintien d'un état de

guerre permanent et de discriminations (envers les Palestiniens des territoires occupés et les arabes israéliens).

Pourtant, les relations militaires et sécuritaires se poursuivent entre la France, l'Union Européenne et Israël : coopération entre militaires, manœuvres aériennes communes, inclusion d'Israël dans la coopération technologique et scientifique, y compris dans ses applications militaires et sécuritaires : programme horizon 2020, lutte contre le terrorisme (mais pour le gouvernement israélien, tout résistant palestinien est un terroriste et tout opposant à sa politique est un soutien au terrorisme !)

Dans ces conditions, qu'en est-il de l'application des principes démocratiques et du respect des droits de l'homme par la France et par l'Union européenne, dans leurs relations avec Israël ?

Qu'en est-il de l'information des citoyens et contribuables Français et Européens quant à ces relations et leurs conséquences ?

La volonté affirmée de la France et de l'Europe, de travailler à la paix entre Israéliens et Palestiniens, de promouvoir la solution avec deux états, est-elle compatible avec l'aide au surarmement du plus fort, du colonisateur ?

Ou passe-t-elle par l'application du droit international, l'égalité des droits entre Palestiniens et Israéliens, l'indépendance et la liberté des Palestiniens ?

« Si tu veux la paix....prépare la paix »

Association France-Palestine Thionville et Metz, Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient
Luxembourg, Collectif Boycott-Désinvestissement-Sanctions de Metz

AFPS - le Led -1, chemin du Leidt - 57100 Thionville - afpsthionville@yahoo.fr